

statistiques qu'il publie au sujet de la dette, bien que ces chiffres soient facilement accessibles au public. En outre, pour certaines formes de prêts, il n'existe aucun renseignement, notamment les prêts consentis sur les euromarchés, où la surveillance et le contrôle sont minimaux; les informations ne sont divulguées que lorsque les emprunteurs les signalent, le plus souvent à l'occasion d'un rééchelonnement. On comprend dans ces conditions qu'on peut faire dire ce que l'on veut aux statistiques suivant que l'on tienne compte ou non de telle ou telle catégorie de dettes.

La liste des 57 pays « problématiques » recensés par le FMI regroupe les pays qui ont eu des difficultés de remboursement et ont dû demander un rééchelonnement de leurs dettes ou une forme quelconque de financement supplémentaire depuis 1982. Plus de la moitié des 566 milliards de dollars de mauvaises créances, soit 310 milliards de dollars, se rapporte aux banques commerciales, le reste comprenant des dettes envers des gouvernements, leurs organismes, ou envers des créanciers privés non bancaires. Bien que la question de l'endettement ait retenu l'attention de la communauté internationale, les obligations des pays « problématiques » continuent de croître, car les pays qui ont obtenu de nouveaux prêts s'en sont surtout servi pour pouvoir continuer à rembourser leurs dettes.

Les quinze pays qui, en 1985, ont fait l'objet d'une mention spéciale par les représentants du Trésor américain après le discours de Seoul du secrétaire au Trésor, M. Baker, doivent, à eux tous, plus de 85 p. 100 de la dette totale des 57 pays de cette catégorie, qui inclut principalement les pays débiteurs qui ont contracté le plus d'emprunts auprès des banques commerciales. Les deux tiers des mauvaises créances, soit 380 milliards de dollars, sont le fait de pays d'Amérique latine. Dix des 15 pays se trouvaient dans cette partie du monde. La dette de certains d'entre eux avait atteint en 1986 des niveaux alarmants. Le Brésil, par exemple, devait 104 milliards de dollars, le Mexique 96 milliards, l'Argentine 50 milliards et le Venezuela 34 milliards. Dans bien des pays, la dette envers les banques commerciales, par comparaison à celle envers d'autres gouvernements, est beaucoup plus élevée. Le Mexique, par exemple, doit plus de 81 p. 100 de sa dette à des banques. On comprend pourquoi l'endettement des pays d'Amérique latine retient, plus que celle des autres régions, l'attention de la communauté financière internationale.

Mais le problème de l'endettement ne se limite pas aux banques, pas plus qu'il ne concerne que l'Amérique latine. Il y a aussi les créanciers publics et autres créanciers privés. À la fin de 1986, les 57 pays « problématiques » devaient 166 milliards de dollars à d'autres gouvernements, sous forme de prêts d'aide au développement assortis de conditions de faveur, ou de prêts bilatéraux entre gouvernements, tels les crédits à l'exportation des organismes publics. L'Afrique subsaharienne, abstraction faite du Nigéria, est responsable d'environ 20 p. 100 de l'endettement, et près des deux tiers sont le fait de créanciers gouvernementaux. Bien que ces dettes soient en général moins considérables que les dettes commerciales et que les conditions en soient moins exigeantes, un certain nombre de pays africains, dont le Soudan, la Zambie et la Tanzanie, ploient sous le fardeau de leurs emprunts publics.

Le solde de la dette des 57 pays « problématiques », soit environ 91 milliards de dollars, reviennent à des créanciers privés non bancaires. Le FMI regroupe dans